



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES,
DES ACTIVITÉS FONCIÈRES ET INDUSTRIELLES**

ARRÊTÉ

n° 2012-PREF-BEPAFI-SSPILL/042 du 24 janvier 2012

**mettant en demeure la Société FNAC LOGISTIQUE située ZAC du Pérou II à MASSY
de respecter les prescriptions de l'arrêté d'autorisation n° 974788 du 5 novembre 1997 et les
dispositions des arrêtés ministériels du 5 août 2002, relatif à la prévention des sinistres dans
les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 et du 4 octobre 2010 relatif
à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de
l'environnement soumises à autorisation,**

**LE PREFET DE L'ESSONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.511-1, L.514-1, L.514-6, R.512-1 et
R.514-3-1,**

**VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des
départements et des régions,**

**VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation
et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,**

**VU le décret du 23 décembre 2010 portant nomination de M. Michel FUZEAU, préfet hors cadre,
en qualité de Préfet de l'Essonne,**

**VU l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts
soumis à autorisation sous la rubrique 1510,**

**VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des
installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,**

**VU l'arrêté préfectoral n° 2011-PREF-MC-006 du 10 janvier 2011 portant délégation de signature à
M. Pascal SANJUAN, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de
l'arrondissement chef-lieu,**

VU l'arrêté préfectoral n° 97.4788 du 5 novembre 1997 autorisant la Société FNAC dont le siège social est situé 148, Anatole France - 92300 LEVALLOIS PERRET, à exploiter ZAC du Pérou II à MASSY (91300), les activités suivantes relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement :

- 1510-1 (A) Entrepôt couvert pour le stockage de matières combustibles

Volume total = 508 000 m³

Quantité de matières combustibles pouvant être stockées = 9 700 t

- 2925 (D) Ateliers de charge d'accumulateurs

2 ateliers indépendants

Puissance maximale de courant continu supérieure à 10 kW

- 2910-A-1 (D) Combustion (chaufferie)

Puissance thermique maximale = 3,5 MW combustible consommé = gaz naturel

VU l'arrêté préfectoral n° 98.PREF.DCL/0166 du 10 avril 1998 portant modification de l'arrêté préfectoral n° 97.4788 du 5 novembre 1997 autorisant l'exploitation d'une installation classées par la Société FNAC à MASSY,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 décembre 2011, établi à la suite d'un contrôle du site effectué le 23 novembre 2011,

CONSIDÉRANT que lors de ce contrôle, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'analyse du risque foudre n'a pas été réalisée, ce qui contrevient aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

CONSIDÉRANT qu'il a également été relevé que le groupe monopompe B1 du système d'extinction automatique à eau n'est pas en mesure de fournir les besoins hydrauliques, comme le prévoient les dispositions de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510,

CONSIDÉRANT que les vannes d'isolement ne sont pas actionnables à distance, ce qui contrevient aux dispositions de l'article 3.2 chapitre 1, titre 3 de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 1997,

CONSIDÉRANT que, de ce fait, la protection des intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement n'est pas garantie et qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.514-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société FNAC LOGISTIQUE, pour l'établissement situé 32, Rue des Champarts à MASSY, est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions figurant à l'article 24 de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 concernant le système d'extinction automatique à eau,

ARTICLE 2 : La société FNAC LOGISTIQUE, est mise en demeure, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

ARTICLE 3 : La société FNAC LOGISTIQUE, est mise en demeure, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 3.2 du chapitre 1, du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 5 novembre 1997,

ARTICLE 4 : En cas de non respect des injonctions susvisées dans les délais impartis, la société FNAC LOGISTIQUE sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 5 : Délais et voies de recours

(Articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 6 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs des installations classées,
L'exploitant,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de MASSY.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Pascale SANJUAN